

Meeting 1er mai

Le temps est aux revendications

Prise de parole de Rachèle BARRION, Secrétaire confédérale

Chers et chères Camarades,

En premier lieu, je vous remercie au nom de la Confédération pour votre présence nombreuse ce 1^{er} mai, qui est partout dans le monde la journée des droits des travailleurs.

Car tous les ans, le 1^{er} mai, en France comme dans de nombreux pays, est aussi l'occasion de nous retrouver : pour nous rappeler que les droits des travailleurs ne sont pas toujours un acquis et qu'il nous faut toujours lutter pour préserver nos droits mais aussi pour en conquérir de nouveaux !

Les manifestations du 1^{er} mai sont aussi le symbole de la solidarité ouvrière entre les travailleurs du monde entier. Et le symbole de l'engagement syndical, pour la solidarité bien sûr, mais aussi pour refuser l'exploitation, pour l'émancipation individuelle et collective, pour l'action collective.

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs, est une journée de lutte du mouvement ouvrier qui tire ses origines dans le combat des travailleurs américains pour la journée de 8 heures le 1^{er} mai 1886.

C'est aussi l'anniversaire des 153 ans de la Commune de Paris. Le 18 mars 1871 débutait la Commune de Paris. Un événement qui finira par « la semaine sanglante » du 21 au 28 mai où environ 25 000 communards furent tués par les Versaillais et 40 000 autres déportés. Un court moment de l'histoire qui marqua et marque encore les esprits tant en France qu'à l'étranger.

Une parenthèse durant laquelle émergèrent cependant des droits et concepts novateurs : l'enseignement laïc et obligatoire, la séparation des Eglises et de l'Etat, l'ébauche de l'égalité professionnelle hommes-femmes, le divorce par consentement mutuel, l'interdiction du travail du dimanche pour les boulangers, etc.

Plus que jamais, la Commune reste une source d'inspiration et de confiance pour toutes celles et tous ceux qui se réclament, encore et toujours, des valeurs de la République démocratique et sociale, une République émancipatrice et universelle. Le théoricien allemand Karl Marx, la surnomma comme **la première révolte prolétarienne** des temps modernes.



En ce 153^e anniversaire, FO réaffirme que l'on peut séparer la république et la Justice sociale.

Aujourd'hui toujours, le 1^{er} mai demeure un symbole de l'engagement syndical : celui de la solidarité ouvrière, du refus de l'exploitation, de l'aspiration à l'émancipation individuelle et collective, de l'action collective et de l'internationalisme.

L'actualité de ce 1^{er} mai, c'est le contexte géopolitique international avec des guerres un peu partout dans le monde (54 conflits dont celui de l'Ukraine et celui à Gaza). Cette année, encore un peu plus que l'année dernière, la guerre, à nos portes, bouscule les choses. Ces conflits, qui s'installent et se prolongent, les destructions qu'elles engendrent, les populations civiles prises au piège des villes bombardées, l'eau et les communications coupées, la nourriture qui manque, les vies brisées.

Je rappelle que toute guerre est synonyme de Barbarie et nous ne pouvons que les condamner et demander des cessez-le-feu immédiats. C'est d'ailleurs inscrit dans notre dernière résolution du CCN.

Plus que jamais, nous rappelons les mots de Léon Jouhaux : « Pour le Pain, la Paix et la Liberté ». Pour faire taire les armes, les drones, les canons... Le gouvernement avertit que *nous sommes partis pour nous installer durablement dans un changement géopolitique (...) où les industries de défense vont avoir un rôle croissant* ». Cela porte un nom : l'économie de guerre. Economie de guerre que nous condamnons, économie de guerre qui impacte l'ensemble des services publics, l'ensemble des populations, l'ensemble des politiques nécessaires pour l'avenir !

Les va-t-en-guerre du social, ce sont les annonces des pouvoirs publics sur les milliards d'économies budgétaires, le retour d'une politique d'austérité affichée sans complexe, au détriment de l'école, de la santé, des services publics de proximité. C'est la recherche permanente d'économies sur les dépenses sociales : prescriptions de médicaments, indemnités journalières, affections de longue durée sont autant de pistes régulièrement évoquées pour réaliser des économies sur les dépenses de santé... Quasiment un an après la réforme des retraites qui a reculé l'âge légal de départ à la retraite et allongé la durée de cotisation qui devait rapporter 12 milliards !

Les va-t-en-guerre du social, c'est la loi immigration que nous avons condamnée. Si le conseil constitutionnel en a retiré les dispositions les plus anti-républicaines, elle stigmatise les travailleurs selon qu'ils viennent d'ici ou d'ailleurs. Elle renforce l'arbitraire, fragilisant encore un peu plus la situation des travailleurs sans papiers. Pour FO, les travailleurs d'où qu'ils viennent doivent être régularisés.

Les va-t-en-guerre du social, c'est un gouvernement qui se gargarise de dialogue social et en même temps, prend la place des organisations syndicales et patronales chaque fois qu'il le peut.

Bruno Le Maire est prêt à vouloir s'approprier l'argent du paritarisme tel que : 12 milliards sur les réserves de l'Unédic sur quatre ans pour financer France Travail, 10 autres sur les réserves de l'Agirc Arrco sur les 78 milliards de réserve. Cela constituerait une double peine pour les salariés du privé. La réforme oblige déjà à travailler plus longtemps, mais une ponction de l'Etat priverait les pensionnés en plus du supplément de retraite pour lequel ils auront cotisé à l'Agirc-Arrco, et pour finir, 500 millions d'euros sur Action Logement.

Pour rappel, l'argent du paritarisme représente **235 milliards d'euros**. C'est donc bien un magot qui brille pour le gouvernement. Et s'il y a des réserves que l'État veut ponctionner, c'est que les caisses sont bien gérées par les organisations syndicales et patronales. Le paritarisme est quelque chose de vivant, et la vitalité de la négociation est une responsabilité des acteurs sociaux autant qu'une responsabilité du pouvoir politique à accepter qu'il existe une place faite à la démocratie sociale.

Faire vivre ou survivre le paritarisme aussi du côté de la négociation interprofessionnelle. Faute d'accord sur les seniors, rejeté par l'ensemble des organisations syndicales confrontées à une lettre de cadrage serrée, nous avons rappelé que pour négocier il faut être deux et non trois !

Le gouvernement entend désormais reprendre la main et, au passage, il prend prétexte de cette situation pour enterrer la convention sur l'Assurance chômage signée en novembre dernier. Il a désormais les mains libres pour décider seul des nouvelles règles d'indemnisation durant 3 ans. De toute évidence, elles seront encore plus dures pour les travailleurs privés d'emploi, notamment les plus précaires. Aujourd'hui déjà, plus de la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés. FO interviendra auprès de l'exécutif pour porter ses revendications et préserver les droits des demandeurs d'emploi.

Ce qui m'amène à vous alerter sur la remise en cause de l'ADN d'une confédération face à un syndicat autonome, ce qui fait différence et nous rend plus fort. C'est-à-dire le paritarisme et la défense du code du travail.

En effet, pour le premier, vous avez la volonté du gouvernement de piquer notre pognon puis de se l'accaparer en l'étatisant. Ce que veut faire le gouvernement sur l'assurance chômage, mais ce qu'il fait aussi sur la sécurité sociale.

Mes camarades, les recettes de la sécurité sociale proviennent à 50 % de nos cotisations, et 50 % de la CSG et de la TVA. La CSG et la TVA sont des impôts. Et l'impôt, c'est l'ÉTAT. Et quand l'Etat aura la majorité, alors il n'y aura plus de paritarisme. L'Etat pourra décider qu'il vaut mieux acheter des missiles pour l'Ukraine que de construire un nouvel hôpital ! il est là le danger.

Je rappelle que le budget de la sécu est deux fois et demi supérieur au budget de l'Etat. On comprend mieux l'appétit féroce des gouvernements successifs depuis d'ailleurs la création de la Sécurité Sociale en 1945 à vouloir s'accaparer son budget. Aujourd'hui son montant est de 640 milliards d'euros contre 250 pour les recettes de l'ÉTAT.

Quant au dialogue social, on nous propose des ANI (accords nationaux interprofessionnels) non transposables dans le code du travail. Concrètement on ramène toute négo aux accords d'entreprise sans pouvoir s'appuyer sur le code du travail, c'est-à-dire qu'on met en place les ordonnances macron. On n'abonde plus le code du travail mais on le détricote.

FO l'affirme et le revendique : il s'agit de rompre avec les politiques de rigueur qui réduisent le service public à une dépense. Cela vaut pour l'ensemble des services publics et de la fonction publique. La confédération apporte son soutien à ses syndicats mobilisés contre les fermetures de services et les suppressions d'emplois à l'hôpital et dans les différents ministères confrontés à des restructurations, contre les fermetures de classe dans l'Éducation nationale.

Aux cotés de ses fédérations et syndicats mobilisés, la confédération FO, avec ses Unions départementales, fédérations et syndicats, est aux cotés des salariés des entreprises, grandes ou petites, pour la défense des emplois et des salaires.

Certains pourront souligner que les périodes ne sont pas comparables, que les niveaux de vie sont différents, et pourtant...

D'autres diront que nous traversons une crise économique d'une ampleur inégalée, que le moment n'est pas à revendiquer, et pourtant...

Le coût de la crise sanitaire estimé à fin mars 2021 était estimé à 206 milliards d'euros, la fraude fiscale chaque année représente près de 100 milliards d'euros, l'exonération des cotisations sociales et fiscales près de 140 milliards. Faites le calcul mes camarades, cela équivaut au montant de cette crise !

Nous n'avons eu de cesse de mettre en garde contre l'absence de conditions et contrôles en contrepartie des aides publiques dont ont bénéficié et bénéficient les entreprises, dont certaines n'hésitent pas dans le contexte actuel des restructurations et des délocalisations d'activités qui se traduisent par des suppressions d'emplois, n'ayant d'autres justifications que l'amélioration de la rentabilité en faveur des actionnaires.

La confédération FO renouvelle sa revendication que toute aide publique soit soumise à conditions, contrôles et sanctions. Au titre des sanctions doivent figurer l'interdiction des licenciements et des versements de dividendes.

Gros actionnaires et fonds d'investissement vont bénéficier d'un dividende record, en pleine crise économique.

Depuis des années, les aides publiques ruissellent sans limite sur le secteur privé !

Les étudiants font la queue devant les banques alimentaires, les soignants sont épuisés par un système hospitalier asphyxié, les caissières et toutes les autres premières de corvée attendent toujours d'être revalorisées, les services publics s'étiolent par manque de moyens, le monde de la culture dépérit, les petites entreprises et le secteur non lucratif souffrent, tout comme l'essentiel des salariés, tandis que les pauvres s'appauvrissent et les précaires se précarisent. Le CAC40, lui, bat des records de valorisation boursière, va une nouvelle fois verser des dividendes massifs malgré la crise, et profite toujours d'un soutien inconditionnel des pouvoirs publics.

En 2023, 100 % des multinationales du CAC40 ont touché des aides publiques. Y compris les 26 d'entre elles qui ont versé un généreux dividende en 2023. Parmi elles, Carrefour, AXA, Veolia ou Safran. AXA + 16 %, BNP Paribas + 18 %, Carrefour +55 %, Safran + 63 %, Thales + 16 %, Véolia +12 %.

En ce printemps 2024, les aides publiques aux entreprises continuent, et les dividendes repartent de plus belle : une nouvelle note publiée par l'Observatoire des multinationales montre que le CAC40 s'apprête à approuver le versement de **63 milliards d'euros à ses actionnaires. Une hausse de 8,7 % par rapport à l'année dernière**, enterrant toutes les promesses de « modération des dividendes » pendant la pandémie de Covid-19. La France, Number One des pays européens des records de dividendes ! et pourtant à les écouter, il n'y a plus d'argent ...bientôt nous faisant croire que nous sommes au Bangladesh. Non mes camarades, nous sommes la 7^e puissance mondiale et nous avons les moyens d'avoir une vraie politique de progrès social. La démonstration est faite, nos revendications sont plus que légitimes. Elles sont crédibles.

Il faut arrêter cette politique du moindre coût au profit des plus riches. Nous sommes plus que jamais dans un contexte de lutte de classes.

63 milliards, c'est l'équivalent de l'ensemble des dépenses de personnel annuelles des hôpitaux publics (soit les rémunérations de plus de 1 million, soignantes et non soignantes) ! 63 milliards, cela équivaut également à construire près de 2 000 lycées d'un millier de places. Cela représente aussi 1,3 millier de fois le montant du plan d'aide au secteur culturel !

De ce contexte économique sortira des « gagnants - gagnants » quand d'autres perdent chaque année un peu plus encore.

Chaque jour, des entreprises ferment au nom d'une politique libérale. Quelques exemples : **Exon Mobil va licencier 677 emplois directs au Havre, 2 500 emplois indirects, jusqu'à 3 200 emplois supprimés chez le groupe Casino. Duralex, redressement judiciaire plus de 200 emplois menacés, etc. etc.**

C'est aussi l'absence d'un véritable dialogue social dans la fonction publique, quand nous découvrons dans la presse les propos d'un ministre pour faciliter le licenciement des fonctionnaires, les propositions de réforme de ce même ministre pour remettre en cause les catégories A, B et C de la fonction publique ou imposer le salaire au mérite et qui dans le même temps, refuse obstinément d'ouvrir de véritables négociations sur les salaires et le dégel du point d'indice !

Les va-t-en-guerre du social, ce sont ceux qui prennent prétexte des jeux olympiques et paralympiques qui auront lieu en France cet été pour nous demander une trêve et mettre nos droits entre parenthèses. Personne ne veut gâcher la fête, nous l'avons dit, nous demandons simplement le respect de nos droits, l'application effective des primes et compensations qui ont été négociées, pour ceux qui seront réquisitionnés, qui n'auront pas de congés... Mais également le droit de faire grève, l'arme pacifique des travailleurs, si nous estimons devoir y recourir. Comme il n'y a pas de trêve des confiseurs, il n'y a pas de trêve olympique !

Les va-t-en-guerre du social, ce sont encore tous ceux qui s'attaquent à notre modèle social, à un moment où nous célébrons les 80 ans du programme du Conseil national de la Résistance, qui est le fondement de notre sécurité sociale, créée en 1945, au lendemain de la guerre. Elle n'a jamais cessé de démontrer son efficacité : concernant la prise en charge des risques sociaux d'abord, offrant un haut niveau de protection sociale à l'ensemble de la population, son rôle indispensable d'amortisseur des crises – encore démontré en 2008 lors de la crise financière ou en 2020 pendant la pandémie de Covid –, ou sa capacité à pouvoir évoluer et prendre en charge de nouveaux risques, comme le vieillissement de la population, la dépendance ou les maladies chroniques...

Depuis près de quatre-vingts ans, elle a toujours été l'objet de débats. Encore le mois dernier, à l'occasion d'une table ronde organisée au CESE par la Confédération européenne des syndicats, on nous a demandé si notre système de sécurité sociale était dépassé.

FO a toujours été attachée à ce modèle. Elle n'a jamais cessé d'agir pour le préserver et continuer à le développer. La pandémie de Covid-19 a prouvé la solidité et la pertinence du modèle français de protection sociale. Loin d'être dépassé, il a montré qu'il est parfaitement adapté aux défis contemporains.

Il résiste encore, nous résistons encore ! Mais les différentes contre-réformes qui se sont succédé depuis une trentaine d'années conduisent à affaiblir son rôle de réduction des inégalités et de rempart contre la pauvreté.

Nous résistons encore pour faire aboutir nos revendications ! Et la première d'entre elles : l'augmentation générale des salaires, dans le public comme dans le privé. Tous les jours, nous rencontrons des salariés qui nous disent leurs difficultés à boucler les fins de mois, les factures qui augmentent, les temps partiels subis, les pertes de pouvoir d'achat qu'ils subissent, les salaires qui stagnent ou n'augmentent que trop peu pour compenser l'inflation.

La confédération FO alerte à l'occasion de ce 1^{er} mai et met en garde contre le retour des mêmes politiques de rigueur et d'austérité : elle ne laissera pas le prétexte de la dette publique se transformer en appauvrissement des droits des travailleurs, des retraites et des assurés sociaux. Ce n'est pas aux travailleurs, aux services publics, à la protection sociale de supporter le coût de la crise économique et de cette politique d'économie de guerre.

La crise actuelle démontre elle aussi que les plus touchés restent les plus précaires et les plus fragiles comme les jeunes et les plus âgés. Le progrès d'une société n'est-il pas mesuré par le fait de prendre en compte les plus fragilisés ?!!

Dans ce cadre, l'avenir des travailleurs ne peut trouver de sens qu'à travers l'action collective, donc avec les syndicats. Mais pas n'importe quel syndicat ! des syndicats dont l'indépendance face aux pouvoirs publics et au patronat est statutaire, historique et reconnue.

Force Ouvrière a l'indépendance, la liberté et la laïcité dans son ADN. Les travailleurs lui accordent leur confiance depuis des décennies. Même dans cette période difficile, l'action syndicale doit s'intensifier et être porteuse d'espoir.

Il est urgent de rester au plus près des salariés, de développer une solidarité sans faille et encore davantage avec celles et ceux qui risquent de perdre leur emploi.

Le contexte actuel ne peut et ne doit en rien stopper nos revendications en faveur notamment de :

- L'augmentation générale des salaires
- L'augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires
- Le retrait de toutes les contre-réformes dont celles de l'assurance chômage et des retraites, et bien d'autres
- L'arrêt des licenciements et des délocalisations d'entreprises
- Le développement des services publics garant de l'égalité d'accès des usagers et de leurs droits
- Le SMIC porté à 2 000 euros brut soit 80 % du salaire médian
- L'opposition à une étatisation totale de la protection sociale

Le 1^{er} mai est l'occasion de rappeler que, quel que soit le secteur dans lequel on travaille (public-privé), les travailleurs n'ont pas à payer la dette.

Aussi la Confédération appelle les travailleurs à renforcer les syndicats FO.

Enfin, pensons au développement de notre organisation, c'est une priorité. Le cycle de renouvellement des CSE va toucher à sa fin, nous avons des résultats positifs. Ou plutôt, ce sont les résultats positifs qui me remontent... C'est notre travail et vous, sur le terrain, qui ont permis d'avoir de bons résultats et de progresser.

Nous devons maintenir la tendance et même l'amplifier ! Nous devons réussir les élections TPE à la fin de l'année. Les outils de la confédération pour les scrutins CSE sont réutilisables pour ces élections. Il y a les élections pour les chambres d'agriculture qui comptent aussi pour notre représentativité.

Adhérez, militez pour le progrès et la justice sociale, les services publics et la Fonction Publique, les conventions collectives et les statuts.

Vive le syndicalisme libre et indépendant !

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Vive le 1^{er} mai des revendications !

Vive la CGT-Force Ouvrière !

